

# AVIS DU RESEAU FNE EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

## Schéma Régional Biomasse (SRB) et Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du SRB en Provence-Alpes-Côte d'Azur

France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur (FNE PACA) est une fédération d'associations de protection de l'environnement qui regroupe plus de 250 associations et 15 000 adhérents en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Notre objectif est de favoriser le **développement durable du territoire régional**, dans une volonté exigeante de dialogue et de propositions constructives.

France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur travaille sur la **transversalité des sujets du développement durable**, dont les enjeux liés à l'aménagement du territoire, les questions de transports, de santé environnement, celles de l'énergie et de l'industrie, sans oublier la protection et la préservation des milieux naturels.

France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur est membre du comité de pilotage du Schéma Régional Biomasse et membre de la Commission Régionale Biomasse.

### PROPOS INTRODUCTIFS

#### TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le réseau France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur est **favorable au développement des énergies renouvelables**. Nous souhaitons participer à la construction d'une politique énergétique ambitieuse, reposant sur une maîtrise des impacts négatifs sur l'environnement et s'appuyant sur des stratégies territoriales cohérentes.

Une transition énergétique régionale réussie doit s'articuler sur le triptyque :

1. Diminution des productions et consommations énergétiques (sobriété)
2. Amélioration de l'existant (efficacité)
3. Déploiement des énergies renouvelables (solaire, éolien, géothermie, etc.)

## POSITION DE FNE PACA SUR LA BIOMASSE

La **diversification du mix énergétique renouvelable** est la clé d'une transition énergétique réussie est, de ce fait, les bioénergies y ont toute leur place.

Il est à souligner que les projets de bio-énergies doivent être évalués sous l'angle de leur impact total (ressource, production et transports) notamment sur la qualité de l'air de notre région (production de CO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, particules fines, etc.) et les émissions de gaz à effet de serre (bilan carbone comparatif à d'autres solutions)

### **Bois-énergie**

En préalable, nous souhaitons rappeler que la simple utilisation d'un matériau renouvelable tel que le bois ne suffit pas pour inclure un projet dans la catégorie « énergie renouvelable » et « développement soutenable ».

Concernant l'utilisation du bois à des fins énergétiques, FNE PACA est favorable à une **exploitation locale raisonnée et durable de ce combustible**. Il doit contribuer et s'insérer au « mix énergétique » local. Le bois est renouvelable, à la seule condition que son exploitation ne dépasse pas son taux de renouvellement. De plus, FNE PACA estime que si le bois est utilisé à des fins énergétiques, il devrait logiquement l'être pour produire et **valoriser la chaleur**. Les rendements sont ainsi meilleurs (plus de 70%) que pour tout autre vecteur énergétique (électricité). La production de chaleur doit donc être implantée à proximité immédiate des besoins pour assurer une distribution rationnelle (logements, secteurs d'activités ...).

En outre, si FNE PACA est favorable à la valorisation du bois à des fins énergétiques, nous appelons à la plus grande prudence et soulignons que, pour la partie issue de la forêt, son utilisation doit être **compatible avec les fonctions écologiques et sociales** assurées par les forêts ainsi qu'avec les autres modes de valorisation du bois. En l'occurrence, toute nouvelle utilisation doit faire l'objet d'une étude d'impact préalable prenant en compte toutes les utilisations existantes ou projetées sur tout le territoire d'approvisionnement.

- Les **usages prioritaires du bois doivent être : bois d'œuvre, puis bois d'industrie et en dernier lieu, et de façon limitée, bois énergie.**
- La **gestion forestière doit être responsable**, et bâtie sur un cahier des charges visant la gestion durable. Elle doit prendre en compte l'ensemble des projets régionaux et inter-régionaux. Les coupes à blanc sont à proscrire.
- Les opérations brutales : travail du sol, coupes rases sont à l'origine d'importantes émissions de CO<sub>2</sub>, de ce fait elles doivent être proscrites.
- Les résidus de coupes, de débroussaillages, d'élagages doivent être utilisés et valorisés en priorité (conventions avec les collectivités locales).
- Quand cela est possible, le bois devra être acheminé par fer ou voie d'eau.
- L'utilisation de bois de forêts à des fins de production d'électricité est à proscrire pour des questions logiques de rendement et de durabilité de nos forêts méditerranéennes. Pour les projets qui, néanmoins ont vu le jour, la cogénération (production électricité + chaleur + stockage) devrait être obligatoire, et maximale, et le rendement final supérieur à 70% pour respecter les préconisations de la directive européenne sur la cogénération à haut rendement.
- La construction et le dimensionnement des chaufferies bois doivent être conditionnés aux besoins locaux et à la disponibilité d'une ressource à proximité (moins de 200 km environ)

- FNE PACA est favorable aux chaufferies locales à bois-énergie après validation de leurs avantages socio-économiques et environnementaux (faibles émissions de particules et de COV, composés organovolatils).
- L'usage individuel sous forme de bois bûche en autoconsommation ou circuit court ne doit pas être favorisé en zone de plan de protection de l'atmosphère
- Les poêles ou chaudières à gazéification également dénommées chaudières inversées doivent être privilégiées car elles sont à haut rendement et émettent moins de pollution que les chaudières à combustion.
- Toute installation de type industriel devra être équipée de systèmes de filtrage/épuration performants évitant les risques sanitaires des fumées de combustion.
- Les bois traités, ou pouvant potentiellement émettre des composés hautement toxiques lors de leur combustion sont exclusivement destinés à être traités dans des ICPE
- Les plans d'approvisionnement des installations devront prendre en compte et utiliser la ressource des déchets végétaux, non considérés comme des biodéchets fermentescibles, dont le brûlage est interdit pour les particuliers et collectivités.

## Agrocarburants

Les agrocarburants ont un bilan écologique désastreux et ne doivent pas être encouragés, pour les raisons suivantes:

- la **concurrence directe avec l'alimentation**, puisqu'une partie de la production agricole ne sert plus à l'alimentation humaine ou à nourrir les animaux d'élevage qui entraîne de problèmes de sécurité alimentaire (hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial)
- **le changement d'affectation des sols** : Par effet domino, il est nécessaire de trouver de nouvelles terres agricoles pour compenser la perte de production alimentaire ou pour produire ces fameux agrocarburants. Ainsi, des **espaces naturels comme les forêts, tourbières et les prairies sont rasés, pour laisser place à ces nouveaux champs**

## Biogaz

La valorisation en biogaz est particulièrement intéressante si elle respecte certaines conditions :

- Ne pas détourner les cultures d'une production alimentaire, ni intensifier une exploitation agricole, auquel cas elle reproduirait l'écueil des agrocarburants de première génération
- les démarches de prévention de déchets organiques doivent rester la priorité.
- Le projet doit se faire en concertation et en toute transparence avec les acteurs territoriaux et les associations de protection de l'environnement.

De plus, FNE PACA souligne les points suivants :

- La biomasse fermentescible est prioritaire pour une valorisation organique avec si possible la production de biogaz et un retour au sol d'**amendements organiques et minéraux (phosphore, potassium..)**
- **La biomasse des boues d'assainissement ne doit plus être incinérée mais traitée en priorité comme un déchet fermentescible.**
- La gazéification de biomasse par méthanisation ou pyrolyse permet de transformer une matière secondaire en gaz, énergie de stock pour une transformation ultérieure ou susceptible d'injection dans le réseau GrDF

- Les boues d'assainissement ou les composts pollués, non épandables, doivent être éliminés par gazéification-combustion permettant la séparation et l'élimination d'un déchet dangereux et ne pas être incinérés.

## AVIS SUR LE SRB ET L'EES

### REMARQUES GENERALES

- **Sur la forme**

Au même titre que l'Autorité Environnementale, FNE PACA s'étonne de **la faible utilisation des supports cartographiques** notamment pour localiser les zones d'exploitation forestière et d'interventions dans les milieux forestiers. Il conviendrait que, dans l'étude d'impact, soient identifiés les secteurs les plus sensibles et par conséquent qui seraient inexploitable. L'étude d'impact environnemental aurait dû présenter des cartes de ces zones sensibles (ex. Natura 2000, Parcs et Réserves, etc.). De même, les principaux impacts en termes d'émissions de gaz à effet de serre, d'exploitation forestière, de qualité de l'air, de sols et de l'eau devraient être cartographiés.

- **Sur le fond**

Historiquement, le SRB a été pensé pour augmenter l'exploitation régionale des ressources en biomasse afin de réduire l'importation des ressources correspondantes nécessaires au fonctionnement des gros consommateurs de biomasse en région Provence-Alpes-Côte d'Azur que sont la future bio-raffinerie de la Mède, les centrales bois-énergie de Gardanne et Brignoles ainsi que la papeterie de Tarascon. Néanmoins, et en contradiction avec la réglementation nationale, le SRB apparaît comme un **document qui vise uniquement à l'exploitation des ressources régionales en biomasse et principalement en bois.**

De fait, le **projet de SRB reste très général. Les objectifs (réduction de GES, exploitation de la ressource, etc.) et enjeux fixés restent très imprécis, peu ambitieux voire absents** (émissions quantitatives de GES notamment) ce qui ne permet pas une évaluation pertinente des impacts positifs et négatifs du schéma.

Le réseau FNE PACA souhaite voire éclaircir plusieurs points, décrits ci-dessous.

### REAFFIRMER LA HIERARCHIE DES USAGES

Le résumé du SRB fait mention d' «optimiser l'articulation des usages, en appliquant, dans la mesure du possible, une hiérarchie des usages (alimentation prioritaire sur les autres usages) ou des modes de gestion des déchets (réduction avant recyclage)» (résumé du projet de SRB, p.5). Or, le **respect du principe de hiérarchie des usages (construction, industrie, bois-énergie) doit être clairement réaffirmé dans ce schéma en tenant compte du temps nécessaire à produire la biomasse.**

De même la **hiérarchie concernant le mode de gestion des déchets** doit être inscrite de la manière suivante : prévenir, réduire, recycler, valoriser énergétiquement.

Enfin, ces principes sont avancés de manière très globale et sans précision. Une quantification serait nécessaire afin de percevoir la portée de ces principes sur les choix opérés dans la SRB PACA.

## DES OBJECTIFS DE MOBILISATION DE LA BIOMASSE TROP IMPORTANTS AU REGARD DE LA DISPONIBILITE DE LA RESSOURCE ET DES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'AE souligne que « les choix faits par les auteurs du SRB PACA [notamment d'après l'EES, celui de retenir les chiffres du scénario le plus ambitieux (industrie) comme étant les volumes maximum techniquement mobilisables que l'on pourrait récolter dans la forêt Provence-Alpes-Côte d'Azur ], combinés aux projets existants ou envisagés sur le territoire, conduisent à installer la région dans un schéma pérenne de consommation de biomasse plus élevée que sa capacité de production actuelle et future. Il en résulte des **objectifs de mobilisation supplémentaire qui, quelque ambitieux qu'ils puissent être, risquent de ne pouvoir satisfaire la demande** » (p.18, rapport de l'Ae). De l'avis de l'EES comme de l'AE, les objectifs de consommation de biomasse sont trop élevés au regard des capacités de mobilisation de la biomasse. A ceci, s'ajoute **une insuffisante prise en compte des impacts des évolutions climatiques sur le renouvellement de la ressource**. En effet, si l'évaluation environnementale pose le constat de l'impact du changement climatique "sur les cycles, les flux et les interactions propres au système forestier "et que "les forêts méditerranéennes restent des environnements fragiles à préserver", elle ne préconise pas réellement de mesure, au-delà du suivi, pour prendre en compte, éviter et réduire ces impacts sur les forêts.

## COMPATIBILITE AVEC LES AUTRES SCHEMAS

Comme le souligne l'Autorité Environnementale, le PRFB PACA n'a pas été encore élaboré. Or celui-ci doit fixer les objectifs du SRB concernant la filière biomasse issue du secteur forestier. Une attention particulière doit donc être portée à pouvoir intégrer ces objectifs au sein du SRB.

Les forêts ont un rôle important pour la réduction des eaux de surface, la protection des nappes phréatiques et la fixation des microparticules. Le schéma devrait être en conformité avec **les SAGE et le SDAGE**.

De même, **l'articulation avec le SRADDET et les plans locaux** doit être précisée.

## UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE INSUFFISANTE

L'Ae souligne que l'EES « présente de nombreuses faiblesses » (p.10 synthèse avis de l'Ae). « Dans son ensemble l'EES apporte peu d'information utile et complémentaire au SRB lui-même. Elle reste qualitative alors que, sur de nombreuses thématiques, elle aurait pu fournir des estimations quantitatives (émissions de gaz à effet de serre, polluants divers, etc.) [...] permettant de donner plus de substance à cette évaluation et mieux définir et cibler les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation. »

FNE PACA ne peut que souscrire à la recommandation de l'Ae de « consolider l'évaluation environnementale par des analyses chiffrées [...] et d'en tenir compte pour la définition des mesures d'évitement, de réduction et de compensation. ».

- **Un grand absent de la séquence ERC : éviter**

De manière générale, l'évaluation environnementale reste très évasive quant à la manière d'éviter les impacts sur le changement climatique, la qualité de l'air, des sols ou encore la biodiversité : peu de chiffres, pas de quantification ni de cartographie, pas de scénarisation.

- **Changement climatique**

Les effets du changement climatiques ne sont pas suffisamment pris en compte. A titre d'exemple, les forêts sont l'une des solutions adaptatives pour réduire les effets du changement climatiques par la stabilisation des températures et la captation du CO<sup>2</sup>. Les forêts seront particulièrement sensibles aux incendies dans les décennies à venir.

L'AE recommande de « produire des bilans qualitatifs pour mieux apprécier l'effet de certaines options sur les émissions de gaz à effet de serre. »

De même, elle recommande de « compléter le SRB par une appréciation de la contribution du schéma à l'atténuation du changement climatique, l'adaptation à ce dernier, la réduction de la dépendance aux énergies fossiles, ainsi que son effet sur la séquestration du carbone dans les sols. » Des recommandations auxquelles FNE PACA ne peut que souscrire et auxquelles nous ajoutons la **nécessité d'objectifs significatifs de réduction des gaz à effet de serre en lien avec les objectifs du SRADDET notamment ou du plan régional « Une COP d'avance. »**

- **Qualité de l'air**

L'évaluation environnementale décrit simplement les polluants à l'origine d'une détérioration de la qualité de l'air. Si l'impact en matière d'émissions de particules des combustions du bois dans des installations non performantes est souligné (30% des particules fines PM 2.5 de la région sont émises par les chauffages domestiques), les conséquences d'une **mobilisation de la biomasse et la hausse envisagée de la combustion bois par des chauffages domestiques dans des installations non performantes n'est pas mentionnée.**

De même, l'EES ne contient pas de carte matérialisant les dépassements constatés des normes européennes et des lignes directrices de l'OMS sur les objectifs de qualité de l'air. Or, d'après AtmoSud « en 2016, plus de 300 000 personnes résident dans une zone dépassant la valeur limite pour la protection de la santé. Ce chiffre s'élève à près de 4 millions de personnes en considérant les lignes directrices de l'Organisation Mondiale de la Santé. » **Les indications de mesures d'évitement de pollution de l'air sont insuffisamment démontrées voire absentes dans le SRB.** Nous demandons à ce que ces mesures soient précisées.

- **Biodiversité, Natura 2000**

Nous saluons l'intégration dans le schéma de la prise en compte de certains enjeux de préservation de la biodiversité notamment de laisser les souches et les rémanents sur place, conserver du bois mort en forêts qui héberge 25% de la biodiversité forestière, etc. Toutefois, ces mesures ne suffisent pas à garantir la préservation de la biodiversité forestière, d'autant plus que l'impact positif sur la biodiversité n'est pas quantifié.

Une vigilance particulière doit être portée sur le respect de l'intégrité des sites Natura 2000. En effet, l'Ae remarque que « force est donc de constater qu'à ce stade, l'évaluation environnementale n'a pas été en mesure de conclure à l'absence d'incidences notables sur les objectifs de conservation des sites.(p.16, synthèse de l'avis de l'Ae) »

De fait, « l'Ae recommande que :

- l'évaluation des incidences Natura 2000 du SRB PACA soit conduite à son terme, dans le respect des articles L. 414-4 et R. 414-23 à 26 du code de l'environnement,
- le SRB PACA réaffirme le principe d'un respect des documents d'objectifs des sites Natura 2000 pour chaque opération découlant de sa mise en œuvre et que le dossier expose les modalités qui seront retenues pour assurer ce respect. » (p.16, synthèse de l'avis de l'Ae)

Nous souscrivons à ces recommandations et demandons davantage de garanties quant au respect de l'intégrité du réseau Natura 2000.

## LES PRINCIPAUX CONSOMMATEURS DE BIOMASSE EN PACA : DES IMPACTS INSUFFISAMMENT PRIS EN COMPTE

Les installations des ICPE de Brignoles et Gardanne qui ne respectent pas, par dérogation, les impératifs de rendement énergétique doivent faire l'objet d'appels à projets pour exploiter la chaleur aujourd'hui perdue et pour réduire leurs émissions polluantes.

De plus, certains projets, comme la scierie industrielle couplée à une usine de cogénération de Le Broc dans le département des Alpes Maritimes, ne sont pas mentionnés.

- **Centrale de Gardanne**

Le dossier du SRB rappelle que l'autorisation de la centrale de Gardanne prévoit la résorption des importations de biomasse d'ici 2026. Comme le souligne l'AE, FNE PACA demande que soit présentée dans le schéma **la manière dont il est prévu d'atteindre cet objectif** ainsi que les impacts en termes d'exploitation de la ressource et de gaz à effet de serre.

En plus des inconvénients déjà cités - déforestation non compensée par un reboisement correspondant non obligatoire, faible rendement énergétique...- il faut également mentionner que l'utilisation de déchets de classe A et B fortement émetteurs de dioxine, formaldéides, métaux lourds, est autorisée jusqu'à 11% du combustible total brûlé dans la chaudière. Le SRB n'apporte pas de solution à cette pollution de l'air.

- **Bio-raffinerie TOTAL La Mède : le grand absent**

Comme le souligne l'Autorité Environnementale, la raffinerie de La Mède n'est pas intégrée au périmètre de l'étude d'impact au motif que la région n'est pas productrice ni d'huile de palme (la "bioraffinerie en consommera jusqu'à 450 000t en incluant les PFAD) ni d'oléagineux qui pourrait être une matière première. L'Ae recommande d'ajouter au dossier la présentation des variantes étudiées concernant l'approvisionnement en biomasse des principaux consommateurs de la région, et la justification environnementale des choix d'approvisionnement finalement retenus".

FNE PACA souhaite que le SRB aille plus loin. À l'heure de la rédaction d'une Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée (SNDI) et au vue des actualités européennes (Plafonnement des biocarburants à fort effet indirect de déforestation (impact CASI, changement d'affectation des sols indirects) à leur niveau de 2019, leur diminution à partir de 2023 et leur suppression totale en 2030, *Directive n°98/70/CE*, 14 juin 2018), il apparaît essentiel d'inclure la raffinerie de La Mède dans le périmètre du SRB et notamment dans le calcul des émissions de gaz à effet de serre via l'huile de palme importée ainsi que la potentielle utilisation d'autres huiles (colza

notamment) dont les cultures entrent directement en concurrence avec les productions agricoles destinées à l'alimentation humaine et qui participe à la déforestation (changement d'affectation des sols).

**Contact :**

Clémentine RONSEAU, chargée de mission climat, air, énergie (FNE PACA)

[clementine.ronseaux@fnepaca.fr](mailto:clementine.ronseaux@fnepaca.fr)